



# Conflits locaux : le mal insidieux de l'Afrique

François Gaulme

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2017/2 Été , PAGES 145 À 158

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676830

DOI 10.3917/pe.172.0145

Date de mise en ligne : 12/06/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-2-page-145?lang=fr>



**CAIRN** . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Conflits locaux : le mal insidieux de l'Afrique

Par **François Gaulme**

**François Gaulme** est chargé de recherches à l'Agence française de développement (AFD) et chercheur associé à l'Ifri.

Les conflits locaux, de plus en plus nombreux et dévastateurs en Afrique, ne sont le plus souvent analysés par les acteurs internationaux qu'à travers le prisme des conflits ou des déstabilisations d'États. Leur nature complexe, le mélange qu'ils opèrent entre traditions et modernité, leurs rapports aux niveaux national et international doivent faire l'objet d'approches nouvelles, à la fois stratégiques et ponctuelles. Des approches qui doivent intégrer les dimensions militaires et civiles.

politique étrangère

Début 2016, la Côte d'Ivoire a connu presque simultanément deux événements également sanglants, mais qui n'ont reçu ni la même attention extérieure ni le même traitement intérieur. Le premier, un attentat revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) le dimanche 16 mars sur la plage de Grand-Bassam, près d'Abidjan, a d'emblée suscité une grande émotion internationale, et une réaction sécuritaire immédiate car il s'inscrivait dans la problématique désormais bien identifiée du terrorisme ouest-africain. Le second, des affrontements communautaires entre agriculteurs lobi et pasteurs peul le jeudi 24 mars à Bouna, dans le nord-est du pays, n'a pas eu d'écho extérieur ni entraîné d'action nationale de rétablissement de l'ordre. Pourtant, son bilan humain (une vingtaine de morts et des centaines de déplacés) s'est révélé plus lourd que celui de l'attaque de la station balnéaire proche de la capitale et fréquentée par des étrangers.

Ce contraste de traitement médiatique, politique et sécuritaire expose bien le double aspect des conflits actuels en Afrique : si les guerres entre États ont disparu (provisoirement ?), les actions « terroristes » définies comme telles y sont très médiatisées et concentrent l'attention internationale, tandis que le dédale des affrontements locaux, à peine pris en

compte par les polémologues<sup>1</sup>, reste une réalité de plus en plus tragique mais largement ignorée du monde extérieur. Avec des succès variables, organisations internationales et puissances extérieures s'impliquent aujourd'hui sur tout le continent africain dans des règlements politiques, des opérations militaires, ou des actions civiles de consolidation de la paix, qui ont tous une dimension nationale ou régionale. Mais, hors de réseaux directement sensibilisés, peu se préoccupent des multiples crises locales et des heurts communautaires à dimensions réduites. C'est sans doute là une erreur fondamentale d'analyse, car leurs effets cumulés, comme leurs implications indirectes, viennent aggraver la fragilité des États en révélant la déstructuration profonde de sociétés sous-jacentes.

Tragiquement, les conflits locaux africains ne prennent leur pleine dimension médiatique et politique que lorsqu'ils acquièrent – directement ou par leurs effets induits – une sorte de caractère spectaculaire : ainsi le raid du 15 avril 2016 à Gambela, au sud-ouest de l'Éthiopie, avec le massacre de 200 éleveurs nuer, l'enlèvement d'une centaine de leurs enfants, et le vol de plus de 2 000 têtes de bétail par des assaillants appartenant à un autre groupe de pasteurs, des Murle venus du Soudan du Sud. Avec un deuil national de deux jours en Éthiopie, cet événement a reçu, par son ampleur, une attention internationale significative, surtout dans le monde anglophone.

### Cerner les crises

Il n'est pas toujours facile de définir un conflit « local ». Il ne suffit pas que son déroulement soit étroitement circonscrit dans l'espace ; il faut encore qu'il soit associé à des rivalités n'ayant de sens que dans cette zone. Des mouvements rebelles comme ceux que l'on observe cycliquement au Congo-Brazzaville dans la région du Pool ne constituent donc pas un conflit « local » dans la mesure où l'enjeu reste « national » : celui du pouvoir dans la capitale.

Dans le cas de Gambela, les heurts étroitement limités à cette « région » (*kilil*) éthiopienne, comme leur logique d'affrontement entre éleveurs, signalent un conflit typiquement « local ». Mais l'on pourrait y voir aussi une forme de conflit « régional » : les assaillants murle, puis l'armée éthiopienne, exerçant un droit de poursuite pour retrouver les enfants

1. L'université d'Uppsala, en Suède, qui enregistre les conflits dans le monde depuis 1946, les définit comme un affrontement entre un gouvernement et une partie adverse. À partir de 1 000 morts par an, le conflit est considéré comme une « guerre ».

enlevés, ont bel et bien franchi une frontière internationale<sup>2</sup>. Le raid de Gambela pourrait enfin s'inscrire dans une logique conflictuelle « nationale », puisque le Soudan du Sud connaît une guerre civile pour laquelle l'Éthiopie a servi de médiateur, et dont les effets ont débordé sur les pays voisins. Mais, à la différence de ce que l'on vient d'évoquer pour le Congo-Brazzaville, il reste difficile d'intégrer cet affrontement ponctuel dans une logique de lutte pour le pouvoir central dans la capitale sud-soudanaise Juba.

La qualification de « local » pour un conflit armé ne va donc pas de soi. L'on s'accorde par exemple à traiter aujourd'hui en problème « régional » les actions armées du mouvement islamiste Boko Haram autour du lac Tchad : parties du Nigeria anglophone, elles se sont en effet étendues progressivement dans trois pays francophones, le Niger, le Tchad et le Cameroun. Toutefois, les attaques de ce mouvement à dominante kanuri pourraient être aussi abordées sous un angle « local » : elles se situent en effet au sein d'une aire clairement délimitée de cohabitation ethnique traditionnelle, n'impliquant qu'un nombre de peuples relativement restreint (à l'exclusion des Hausa notamment), dans une zone centrée sur le lac Tchad, et qui se trouve être l'une des plus anciennement islamisées de toute l'Afrique. Quant aux frontières internationales, non matérialisées sur le terrain hors des principaux axes routiers, elles ne respectent pas la distribution des langues locales, ni des peuples, et demeurent récentes puisqu'elles résultent d'un compromis colonial entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Difficile donc dans ce cas de distinguer le « local » du « régional », à moins de ne s'attacher qu'à l'aspect formel de frontières héritées de la colonisation, sans creuser la réalité sociale des lieux.

**Des conflits  
« nationaux »  
ayant une forte  
dimension  
« locale »**

En revenant à l'examen des deux conflits décrits ci-dessus, deux traits fondamentaux les définissent : la concentration géographique et la complexité interne.

En Côte d'Ivoire, les affrontements intercommunautaires de mars 2016 autour de Bouna, capitale du royaume traditionnel comme de la région administrative du Boumba, ont entraîné le déplacement de plusieurs milliers de personnes vers le camp des Forces de l'Organisation des Nations unies (ONUCI) dans la ville et vers le Burkina Faso voisin. Le porte-parole

2. Le plus jeune État du monde, issu en 2012 de la partition du Soudan.

d'un collectif des victimes a fait état de « 77 morts, une centaine de disparus, plus d'une centaine de blessés, près de 4 000 déplacés, 168 réfugiés au Ghana et près d'un millier au Burkina Faso<sup>3</sup> », mais le bilan de ces affrontements n'est toujours pas connu avec une certitude comparable à celui de l'attaque terroriste de Grand-Bassam, ayant fait 18 morts. Il ne fait guère de doute cependant que les victimes ont été nombreuses de chaque côté, celui des agriculteurs lobi comme celui des éleveurs peul, au-delà même des incendies criminels (dont celui du marché central de Bouna), des destructions de récoltes et des dispersions de bétail dans les villages autour du chef-lieu.

À l'évidence, ce type de conflit n'a rien de nouveau en Afrique par sa nature, à défaut de son intensité. Avant la colonisation existaient déjà des modes de régulation et de cohabitation inter-ethnique, dans le cadre de systèmes aujourd'hui dégradés du fait de la mutation des sociétés africaines depuis un siècle, en termes institutionnels, techniques ou culturels, mais aussi et surtout démographiques. Depuis les indépendances africaines, la portée internationale de ces conflits locaux a aussi changé : ils peuvent susciter de graves tensions inter-étatiques ; le Sénégal et la Mauritanie faillirent ainsi se déclarer la guerre en 1989, à la suite d'un incident local sur leur frontière entre bergers peul et paysans soninké.

### **Éleveurs contre agriculteurs : l'Afrique de l'Ouest**

Les plus courants de ces conflits inter-ethniques en Afrique de l'Ouest opposent, de manière récurrente, éleveurs itinérants et agriculteurs sédentaires. Dans le cas ivoirien, le président Alassane Ouattara, originaire de cette partie du pays, s'est rendu fin avril 2016 à Bouna pour inciter à la concorde, en insistant sur cette dimension dans son analyse des causes et modalités du conflit. Le chef de l'État a préconisé, « face à l'accroissement démographique, qui provoque une forte pression sur les terres cultivables en milieu rural, et au changement climatique, qui affecte la régularité des saisons », d'adapter les « pratiques culturelles et pastorales à ces contextes nouveaux<sup>4</sup> ».

Mais dans ce cas précis, l'antagonisme effectif entre éleveurs et agriculteurs dissimule une réalité plus complexe. Localement, ce sont en effet les agriculteurs lobi – dont la société traditionnelle, dite « segmentaire »

3. Déclarations du président du collectif des victimes, Ouattara Mohamed Junior, au cours d'une conférence de presse à Abidjan le 23 avril 2016 ; disponibles sur : <<http://lepointsur.com>>.

4. Texte du discours du président Alassane Dramane Ouattara à Bouna le 30 avril 2016, voir le site de la présidence ivoirienne disponible sur : <[www.presidence.ci](http://www.presidence.ci)>. Pour une analyse presque à chaud du conflit par un sociologue ivoirien, voir K. Ouhé, « Conflits agriculteurs-éleveurs et la problématique de cohésion sociale dans le département de Bouna au Nord-Est de la Côte d'Ivoire », *European Journal of Business and Social Sciences*, vol. 5, n° 7, octobre 2016, p. 66-78.

ou « acéphale », n'a pas de chefs – qui sont souvent qualifiés de « nomades » par les détenteurs de la terre, les Koulango, dont le royaume est l'un des plus anciens de la Côte d'Ivoire. Ce régime politique local, qui se maintient dans le cadre de l'État national ivoirien, protège les éleveurs dont les troupeaux ont de manière immémoriale traversé ce royaume. Depuis environ un siècle, ce dernier a également accueilli des agriculteurs itinérants lobi venus du sud-ouest du Burkina Faso, mais sans leur attribuer pour autant la pleine propriété des terres qu'ils cultivaient. Dans ce système, le roi du Bounkani demeure en effet le juge suprême de l'attribution en usufruit de terres appartenant de manière collective à la communauté koulango et à ses ancêtres, qui y reposent.

L'évolution économique, sociale et politique, a progressivement sapé cet équilibre entre la cohabitation acceptée entre différents groupes aux langues parfois apparentées<sup>5</sup> et la dynamique locale de développement économique. Les Lobi se sont enrichis par des cultures vivrières (ignames) puis, plus récemment, par celle de la noix de cajou, dont la Côte d'Ivoire est devenue le premier producteur mondial. Ils ont fixé en villages leur habitat jadis dispersé, ont désigné un « chef » suprême qui n'a rien de traditionnel, et ont pu, grâce à leur dynamisme démographique, faire élire à Bouna, en 2012, un député à l'Assemblée nationale issu de leur communauté.

De 2002 à 2010, durant la guerre civile ivoirienne, les rebelles des Forces nouvelles, qui occupaient le Nord ivoirien, se montrèrent semble-t-il plus favorables à Bouna aux Koulango qu'aux Lobi. Ces derniers s'opposèrent de plus en plus à l'autorité du roi du Bounkani, créant de toutes pièces leur chefferie centrale, ainsi qu'une nouvelle milice ethnique sous la forme de chasseurs dozos regroupés en associations initiatiques – sur le modèle de leurs voisins Malinké et Senoufo –, afin de consolider leur poids relatif jusque dans celui du surnaturel et des actions occultes<sup>6</sup>.

Après les exactions de mars 2016, le conflit entre éleveurs et agriculteurs à Bouna risque de se transformer en une confrontation armée durable entre deux camps : celui des agriculteurs lobi, contestant l'ordre ancien et revendiquant de nouveaux droits sur la terre, et celui des défenseurs du système, parti multi-ethnique regroupant propriétaires koulango comme pasteurs peul, mais aussi Peul citadins et commerçants malinké, inquiets des ambitions politiques et des moyens offensifs de l'autre camp.

5. Les Koulango, les Lobi et les Senoufo appartiennent tous au groupe linguistique Gur. Peul et Malinké (« Mandingues ») appartiennent à des groupes différents des langues Niger-Congo.

6. Sur cette dimension importante pour la Côte d'Ivoire contemporaine, voir M. Miran-Guyon, *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violences (2002-2015)*, Paris, Karthala, 2015.

L'analyse du contexte montre donc que les affrontements de 2016 ne sont pas un feu de paille, et que le conflit local est profond. Par capillarité, il pourrait aussi s'étendre jusqu'au Ghana et au Burkina Faso, dans toute la zone où résident les mêmes communautés ethniques, sans devenir pour autant une confrontation « régionale ». La faiblesse de la présence étatique effective dans cette zone périphérique laisse plutôt présager la consolidation, de part et d'autres des frontières internationales, de sortes de poches d'une conflictualité « locale » durable, non contrôlée par les autorités centrales des trois pays concernés.

### Affrontements pastoraux d'Afrique de l'Est

Cette absence de gouvernance centrale sur les zones frontalières se retrouve dans le cas de Gambela, bien que le contexte social, historique et économique y soit sensiblement différent de celui de l'Afrique de l'Ouest. Il ne s'agit plus là d'une confrontation entre éleveurs et agriculteurs, entre ruraux et citadins. La rivalité oppose, cette fois, des groupes ethniques aux modes de vie absolument similaires, pratiquant la même « économie mixte » traditionnelle. Mêlant l'élevage des bovins à l'agriculture céréalière et à la pêche, voire à la chasse, elle est parfaitement adaptée aux conditions écologiques locales, et se retrouve dans toute la zone habitée par divers rameaux de peuples parlant des langues dites « nilo-sahariennes », et qui se subdivisent en « soudaniques » et « nilotiques ».

Mais l'opposition, au Soudan du Sud, entre les Nuer nilotiques et les Murle soudaniques<sup>7</sup>, venus plus récemment d'Éthiopie et considérés par les premiers comme des « étrangers », s'est aggravée au cours des dernières décennies, dans un climat de guerre civile qui a conduit à la partition de l'ancien Soudan anglo-égyptien, du fait de l'afflux des armes modernes et des alignements politico-militaires suscités par ce conflit. Cette guerre Nord/Sud soudanaise a notamment entraîné des mouvements massifs de Nuer vers la région éthiopienne de Gambela, peuplée également en partie de nilotiques. Ils y sont devenus dominants, au détriment des Anuak autochtones.

Les raids de vol de bétail, dont le succès repose sur la rapidité et l'effet de surprise, constituent une pratique immémoriale des peuples de cette zone. Chez les Nuer, longtemps décrits comme particulièrement guerriers car ils résistèrent durablement à la colonisation, ces raids saisonniers constituaient une mise à l'épreuve des jeunes gens<sup>8</sup>. Ils permettaient aussi, le cas

7. Sur les Murle, qui restent moins étudiés que les Nuer, voir J. Arensen, *Mice Are Men: Language and Society among the Murle of Sudan*, Dallas, International Museum of Cultures, 1992.

8. Voir E.-E. Evans-Pritchard, *The Nuer. A Description of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People*, Oxford, Oxford University Press, 1940, p. 69 et p. 125-129.

échéant, de compenser les pertes de cheptel dues aux maladies, d'obtenir assez de vaches pour la « dot » (*bride wealth*), et même d'enlever femmes et enfants pour les intégrer à leur groupe lignager afin de compenser un déficit démographique ponctuel. Leurs adversaires traditionnels étaient les Dinka, autre peuple nilotique du Nil blanc, avec lesquels ils se disputent aujourd'hui le pouvoir à Juba, capitale du Soudan du Sud.

Après l'indépendance de ce pays en juillet 2011, et dans le contexte de violence généralisée et d'« ethnicité militarisée » (pour reprendre l'expression de l'anthropologue américaine Sharon Hutchinson<sup>9</sup>) caractérisant la région depuis un demi-siècle, les rivalités pour les zones de pâture et d'activités agricoles se sont exacerbées entre Nuer et Murle.

Ces deux peuples ont été marginalisés par le nouveau pouvoir central sud-soudanais à dominante dinka, qui les craignait les uns comme les autres pour leurs capacités d'attaques comme de représailles. Celles-ci s'étaient renforcées durant les dernières décennies de la guerre civile soudanaise, grâce à la disposition d'armements modernes, remplaçant la lance traditionnelle. Les deux groupes avaient aussi constitué leurs mouvements paramilitaires : White Army chez les Nuer, Cobras pour les Murle.

### Une « ethnicité militarisée »

La nouvelle guerre civile du Soudan du Sud, ouverte en décembre 2013, reste dominée par la confrontation entre Dinka et Nuer pour le contrôle du pouvoir central. Mais Nuer et Murle continuent à lancer des assauts les uns contre les autres loin de la capitale. Femmes et enfants sont massacrés par centaines dans ces affrontements cycliques, en rupture totale avec les pratiques traditionnelles des raids à l'arme blanche. L'attaque d'avril 2016 à Gambela n'est que l'épisode le plus frappant (en raison de sa violence et du franchissement de frontière) d'une succession plus ou moins régulière d'offensives. Outre la question du bétail, la crise démographique consécutive aux guerres des dernières décennies a sans nul doute encouragé les raids réciproques pour se procurer femmes et enfants, dans un environnement géographique où l'assimilation individuelle de l'adversaire dans les divers groupes nilotiques est un comportement caractéristique.

### Des enjeux contemporains

En Afrique de l'Ouest comme de l'Est, ces exemples de conflits locaux illustrent l'enchevêtrement profond entre ce que l'on pourrait qualifier de réflexes conflictuels hérités du passé et modalités nouvelles

9. S. Hutchinson, « Nuer Ethnicity Militarized », *Anthropology Today*, vol. 16, n° 3, juin 2000, p. 6-13.

des affrontements : moyens matériels, armements, et formes organisationnelles (apparition de milices ethniques). Ceci témoigne de l'adaptation constante aux enjeux contemporains de sociétés décrites, par facilité de langage, comme « traditionnelles », mais qui ne le sont que partiellement et évoluent sans cesse. La gravité croissante des conflits locaux en Afrique est liée à cette adaptation aux enjeux du présent de groupes communautaires en pleine transformation. Si ces groupes sont passés à l'économie monétaire et à de nouvelles formes d'ouverture sur l'extérieur, cela ne remet pas en cause leur sentiment d'identité collective, vécu comme tel, et qui n'a pas disparu dans les nouveaux cadres nationaux et internationaux, sur place en Afrique ou dans la diaspora.

C'est pourquoi certains conflits considérés comme « nationaux » présentent eux aussi une dimension « locale », qui ne se discerne pas nécessairement au premier abord.

La question du Nord Mali est d'ordinaire présentée comme un conflit Nord/Sud, voire comme un affrontement ethnique, ou même racial entre Blancs et Noirs. Cependant, les difficultés récurrentes à appliquer localement l'accord de paix d'Alger de juin 2015 s'expliquent en grande partie par des enjeux locaux tout à fait contemporains. Dans la ville de Kidal, ces difficultés tiennent pour l'essentiel à une opposition entre des mouvements armés créés en 2014, dans la perspective d'une paix prochaine et de ses « bénéfices » éventuels pour les différents combattants. Ces mouvements représentent chacun une « confédération » (*kel*) caractéristique de l'organisation traditionnelle – à la fois segmentaire et hiérarchisée – des populations touarègues : la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) émane de celle des « nobles » ifoghas, tandis que le GATIA (Groupe d'autodéfense touareg des Imghad et alliés) représente celle, inférieure en statut social mais « libre », de leurs « vassaux » ou « tributaires » imghads, qui se sont alliés au gouvernement central malien pour soutenir leurs revendications. Ceci, dans un contexte local récemment marqué par une lutte indécise entre deux pouvoirs aux légitimités distinctes : celui de la chefferie traditionnelle, incarnée à Kidal par l'*amenokal* (le chef traditionnel) des Ifoghas, et celui de la démocratie représentative et décentralisée de l'État malien, qui ignore toute distinction de statut social et dans laquelle le député et le maire expriment les revendications égalitaristes des Imghads.

Le contrôle militaire de la ville par l'une des deux parties est devenu dans ces conditions un enjeu local essentiel. Le 22 juillet 2016, le GATIA a perdu une bataille à l'arme lourde contre le CMA et a dû évacuer la ville, sans que ni l'armée malienne, ni l'armée française (opération Barkhane)

ni les troupes de l'ONU n'aient pu s'interposer. Cette défaite militaire aux conséquences directes sur les enjeux locaux a eu, simultanément, un effet « national » par les jeux d'alliance des uns et des autres, tout particulièrement entre le GATIA et l'armée malienne. Ces affrontements ont enfin eu un impact potentiellement « régional », puisque les confédérations qui s'affrontent à Kidal et dans le Nord Mali sont aussi représentées en Algérie et au Niger. On voit là l'effet de contagion de conflits dont les causes sont en grande partie locales.

### Impuissance des puissances

Outre ceux qui sont évoqués ici, les exemples d'affrontements armés locaux, avec leur violence destructrice, leur caractère récurrent et leurs graves conséquences nationales et internationales ne cessent de se multiplier en Afrique (jusque dans les régions sahariennes, avec le conflit entre Toubous et Touaregs en Libye depuis 2014). Le problème principal n'est peut-être pas leur nombre croissant lui-même (difficile à estimer tant ils sont en perpétuelle évolution), que leur enchevêtrement avec les insécurités transfrontalières, les rébellions diverses au niveau national, et les complicités militaires et financières internationales.

Dans la région des Grands Lacs, une mosaïque de tragédies locales étroitement circonscrites entretient, depuis le génocide rwandais de 1994, une insécurité permanente. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les enjeux de la démocratisation et de l'alternance politique au niveau national, qui mobilisent les élites et la nouvelle classe moyenne, s'imbriquent avec les revendications et les tensions locales dans la périphérie. L'exemple de Charles Taylor au Liberia – chef de guerre issu des élites mais s'appuyant sur une rébellion périphérique – reste parfaitement valable aujourd'hui, en dépit de sa condamnation à 50 ans de prison en 2012 par la justice internationale.

Parallèlement, devant l'inefficacité des forces publiques (armées ou de police) pour le maintien de l'ordre local au quotidien, ce sont de plus en plus des milices ethniques ou tribales, et des groupes de *vigilantes* (citoyens s'autoproclamant défenseurs de l'ordre) qui constituent désormais le maillage d'une sécurité minimale dans un nombre sans cesse croissant de pays. Cette évolution n'a d'ailleurs rien de spécifiquement africain et se retrouve dans d'autres parties du monde, dans des États en guerre civile ouverte ou simplement en « situation de fragilité » – pour employer l'euphémisme diplomatique qui décrit des situations où l'autorité publique n'est plus qu'un mot.

Des organisations internationales ou régionales, et des puissances extérieures comme la France, interviennent militairement dans la sécurisation de l'Afrique d'une manière délibérée et constante depuis plusieurs décennies. Elles ne parviennent pas pour autant à empêcher les conflits locaux de devenir des moteurs premiers de l'insécurité mondiale. Pour revenir sur le cas de Kidal, on peut s'étonner que les soldats étrangers déployés au Mali dans un cadre internationalement concerté et coordonné par l'ONU aient pu assister, impuissants, à des affrontements entre groupes touaregs lourdement armés. Leur mission était pourtant d'appuyer les autorités maliennes pour l'application effective des accords de paix de 2015.

À quoi tient ce paradoxe de l'impuissance des puissances extérieures ? Tout d'abord à une sorte d'absence de regard, à une insuffisante attention accordée aux crises locales. La logique des interventions internationales est toujours nationale, voire régionale. Les problèmes locaux ne sont posés que dans un cadre tactique, et non stratégiquement. Une tension locale n'est prise en considération que lorsqu'elle est identifiée comme « rébellion » envers les capitales, et non comme phénomène ayant sa cohérence propre autour d'enjeux locaux étroitement circonscrits. La gestion des médiations

### **Une myopie internationale face aux crises locales**

intercommunautaires, lorsqu'elles existent, est généralement laissée à des praticiens internationaux issus de l'humanitaire, qui ignorent souvent les langues locales et les enjeux les plus profonds, ceux qui ne s'expriment souvent qu'à mots couverts ou pas du tout. Le dialogue intercommunautaire n'est pas organisé non plus en fonction des rapports de force effectifs et des affrontements proprement militaires. Il ne s'ordonne que dans des circonstances, et dans des lieux, où prédomine un minimum de paix, ce qui exclut automatiquement le traitement des situations conflictuelles locales les plus graves. En fin de compte, ce sont les armes qui l'emportent toujours, avec une prime constante à l'insurrection armée qui, vidant les civils de leur pouvoir décisionnel, est une véritable négation des principes et des aspirations démocratiques que l'on prétend favoriser en Afrique.

Face aux crises locales, la myopie internationale est aussi celle de tout un groupe, de toute une communauté interprofessionnelle. S'appuyant en particulier sur son expérience personnelle du Congo, la politologue Séverine Autesserre, de l'université Columbia<sup>10</sup>, a dénoncé le caractère fermé d'une culture de la paix mondialisée, qui réunit diplomates,

10. Voir S. Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 et *Peaceland. Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Interventions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

militaires et humanitaires, africains ou non, autour d'une vision univoque. Selon son analyse, cette approche conduirait à tout passer au crible des logiques nationales et internationales, sans voir que les causes principales de la violence en Afrique sont d'abord locales. D'où l'habitude de voir dans les élections nationales un « remède miracle » pour les sorties de conflit.

La tenue de telles élections présente certes aussi une utilité pratique pour ces intervenants extérieurs : elle leur permet d'élaborer un calendrier de retrait en fonction de ces échéances électorales, dans une conjoncture où la multiplication des crises pèse de plus en plus lourd sur les budgets de l'ONU et des autres contributeurs aux interventions internationales. De la sorte, et comme c'est souvent le cas dans les institutions bureaucratiques, les logiques procédurales l'emportent sur le traitement du fond. L'échec final de l'instauration d'une paix durable au niveau local est ainsi inscrit dès l'origine, relevant d'une nature structurelle.

### **Allier vision stratégique et approche empirique**

Comment remédier à ces évidentes faiblesses ? Bien entendu, et comme le recommande avec d'autres Séverine Autesserre, il conviendrait d'abord d'inverser les priorités en faveur de l'analyse et du traitement des conflits locaux, en mettant les acteurs directement impliqués au cœur de la médiation.

Cette réorientation suppose qu'une indispensable vision stratégique se combine avec une approche empirique de chaque conflit.

La violence va croissant dans les « États fragiles », comme vient de le rappeler l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE<sup>11</sup>). L'Afrique est au cœur de ce processus. Le xx<sup>e</sup> siècle y fut extrêmement destructeur, en termes politiques et sociétaux. Pour éviter un désordre généralisé, le xxi<sup>e</sup> siècle devra donc y être stabilisateur, et pour partie conservateur de certaines institutions matérielles et immatérielles, sans qu'on puisse pour autant reconstruire à l'identique des équilibres disparus. Telle pourrait être la vision stratégique.

Quant à l'approche empirique de chaque conflit, elle doit être contextualisée et ne pas se limiter au domaine strictement local en le traitant comme un isolat. Inverser trop radicalement les priorités du traitement actuel des « macro-conflits » nationaux et régionaux vers des « méso-conflits »

11. Voir OCDE, *States of Fragility 2016: Understanding Violence*, Paris, Éditions de l'OCDE, 2016.

locaux – pour reprendre le vocabulaire de Johan Galtung –, reviendrait en effet à ignorer que toute problématique locale se situe, elle aussi, dans un contexte qui l’enveloppe et pèse sur elle.

Certains acteurs internationaux, institutionnels ou privés, sont d’ailleurs, dans de nombreux cas, directement impliqués dans des oppositions et conflits à dimension locale en Afrique ; volontairement parfois (lorsqu’ils viennent y défendre une cause), le plus souvent à leur insu.

Prenant conscience de cette réalité, et du rôle joué localement par les acteurs extérieurs, organisations humanitaires puis institutions d’aide ont adopté le principe de « ne pas nuire » (*do no harm*) par des actions qui, dans un contexte particulier, raviveraient plus qu’elles n’atténueraient les tensions. Un exemple classique de ce risque est celui des camps de réfugiés au Congo – alors Zaïre –, qui avaient accueilli en 1994 des génocidaires rwandais loin de tout repentir. Le Sud-Soudan constitue également, depuis des décennies, un cas patent d’ingérences extérieures multiples, principalement américaines, qui s’immiscent avec un grand irréalisme et beaucoup de naïveté dans les lignes mouvantes des antagonismes locaux. C’est ainsi qu’en fin de compte la christianisation progressive des peuples nilotiques n’a pas contribué à réduire les tensions montantes entre Nuer et Murle, pas plus qu’entre Nuer et Dinka, tensions au contraire nourries par une disponibilité accrue en armes et en combattants.

Pour être correctement appréhendés et traités avec la prudence et la précision qui s’imposent, les conflits locaux d’Afrique intertropicale devront encore s’analyser sous une forme qui ne soit pas statique.

Pour apprécier pleinement leur impact sur le reste du monde, il est indispensable d’en avoir une vision dynamique, qui ne se limite pas au présent. Tout conflit est par définition en devenir : il s’atténue ou flambe selon les circonstances. Les conflits locaux, grands ou petits, entretiennent en Afrique les braises d’une conflictualité d’ensemble, qui a pour effet d’accroître les déplacements de population et de pousser parallèlement aux interventions extérieures. Celles-ci, elles-mêmes, doivent s’examiner dans la durée. Elles ne se limitent plus aujourd’hui à celles des organisations internationales, des gouvernements et de la société civile des pays occidentaux, ou de donateurs émergents comme la Chine. De plus en plus, ce sont aussi celles, multiformes et insidieuses, de réseaux de contrebande et de criminalité dans le domaine matériel, ou de multiples entreprises religieuses rivalisant entre elles pour le spirituel, les unes comme les autres ne pouvant que prospérer dans un climat général de crise sociétale et d’inefficacité de l’État.

Les dynamiques spatiales doivent être considérées avec non moins d'attention que l'évolution des conflits locaux dans le temps. Un pays comme le Kenya, dont la réussite économique a longtemps été célébrée, est aujourd'hui atteint par la convergence de tensions communautaires internes (liées aux élections) et d'une déstabilisation extérieure venue de Somalie. Dans ce cas comme dans bien d'autres, ce sont les communautés ethniques transfrontalières qui demeurent le vecteur majeur de contagion dans ce que l'on pourrait qualifier de nouvelle « théorie des dominos » africains – avec une tout autre logique que celle qui prévalait dans l'ancienne tension Est-Ouest. Une zone géographique, une communauté en crise ont des effets sur tout leur environnement, qu'elles affaiblissent à leur tour. Stabiliser l'une d'entre elles revient donc à sécuriser bien au-delà.

Pour ce faire, la difficulté ultime demeure de nature strictement sécuritaire : comment traiter la question des milices ethniques qui se sont multipliées en Afrique, au niveau local mais aussi national (au Burundi par exemple, ce qui rappelle tragiquement l'évolution du régime hutu au Rwanda avant le génocide de 1994) ? Un processus de DDR (Désarmement/Démobilisation/Réinsertion), comme il en existe, avec un succès relatif, dans les sorties de guerres civiles, n'est pas un modèle applicable aux conflits locaux. Ceux-ci se nourrissent de la convergence entre une jeunesse impatiente, qui se sait nombreuse, dispose d'armements et de véhicules (la moto se substituant de plus en plus au 4x4) que lui procurent divers politiciens, et d'autres acteurs ayant instrumentalisé le champ ethnique ou religieux sous leurs diverses formes. Il est quasi impossible de désarmer des jeunes ruraux ayant le plus souvent une activité économique non salariée, et qui n'ont rien à attendre d'un retour à l'ordre ancien.

### La question des milices ethniques

Une médiation civile au sommet entre communautés locales ne garantit donc pas la soumission ultime des jeunes miliciens aux engagements pris, fussent-ils ceux d'un chef traditionnel moralement incontesté, s'il ne dispose pas lui-même de troupes le soutenant. Quant à l'État moderne, décentralisé ou non, l'expérience montre qu'il parvient de moins en moins à imposer localement son « monopole de la violence physique légitime », selon la célèbre formule de Max Weber. Au contraire, en Afrique subsaharienne, il délègue de plus en plus le maintien de l'ordre au quotidien à des groupes qui, contrairement aux corps de police et à l'armée, fonctionnent sur la base d'une initiation permettant à leurs membres d'agir aussi dans le domaine « mystique », celui de la manipulation du surnaturel à des fins sécuritaires.

Tout traitement empirique de conflits locaux qui se multiplient en Afrique devra donc comprendre aussi, de manière intégrée, un volet militaire et/ou de police, sans se limiter à des programmes d'aide civile centrés sur l'application volontaire des standards internationaux de gouvernance démocratique et de respect des droits fondamentaux, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU<sup>12</sup>. Cette intégration, délicate en soi, suppose de la part des intervenants sécuritaires une grande innovation opérationnelle, appuyée sur la connaissance du terrain et la compréhension en profondeur d'enjeux sociétaux sans laquelle les perspectives d'une paix durable demeureront illusoires.



---

### Mots clés

Afrique de l'Ouest  
Afrique de l'Est  
Conflits locaux  
Interventions internationales

---

12. Voir ODD n° 16 : «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.»